

Isolation non, protection : lâ??Ã©conomie de guerre super-spartiate dâ??IsraÃ«l

Description

Par Ahmed Alqarout, le 11 mars 2026



Introduction

En septembre 2025, le Premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu a exhortÃ© les IsraÃ©lien.nes Ã se prÃ©parer Ã un isolement international croissant en transformant le pays en une Â« Super Sparte Â» du Moyen-Orient â?? un pays plus militarisÃ©, Ã©conomiquement autonome et capable de soutenir un conflit prolongÃ© malgrÃ© une pression extÃ©rieure croissante. En effet, depuis octobre 2023, les dirigeant.es israÃ©lien.nes ont articulÃ© â?? et commencÃ© Ã mettre en Å?uvre de maniÃ¨re sÃ©lective â?? un virage vers une plus grande autonomie stratÃ©gique, visant Ã dÃ©velopper une Ã©conomie de guerre rÃ©sistante aux sanctions.

Cette note dâ??orientation replace ces dÃ©veloppements dans le cadre de ce quâ??elle qualifie de doctrine Ã©mergente de la Â« Super-Sparta Â». Tel quâ??il est employÃ© ici, le terme dÃ©passe la simple rhÃ©torique politique pour dÃ©crire un projet politico-Ã©conomique institutionnel structurÃ© autour dâ??une mobilisation nationale permanente, dâ??une doctrine de guerre prÃ©ventive et dâ??une expansion accÃ©lÃ©rÃ©e de lâ??industrie de dÃ©fense. Ce changement sâ??opÃ¨re dans

un contexte dâ?? attaques militaires rÃ©pÃ©tÃ©es des Ã?tats-Unis et dâ??IsraÃ«l contre lâ??Iran, illustrant comment lâ??Ã©conomie de guerre mobilisÃ©e fonctionne dans la pratique pour consolider lâ??impunitÃ© et diluer la responsabilitÃ©. Pourtant, alors mÃªme que lâ??Ã?tat sioniste promeut un programme dâ??autosuffisance, cette trajectoire ne reflÃ¨te pas un consensus national consolidÃ© et est marquÃ©e par des tensions institutionnelles qui exposent des vulnÃ©rabilitÃ©s structurelles.

En consÃ©quence, plutÃ´t que de viser une autarcie totale (autosuffisance Ã©conomique nationale), lâ??Ã©conomie de guerre dâ??IsraÃ«l semble se consolider en un modÃ¨le hybride combinant substitution nationale et intÃ©gration mondiale stratÃ©gique. Cette configuration rÃ©partit le risque Ã travers des rÃ©seaux transnationaux plutÃ´t que de le concentrer au sein dâ??un canal unique susceptible de faire lâ??objet de sanctions. Le premier pilier de cette stratÃ©gie se concentre sur lâ??expansion des capacitÃ©s de production nationales dans les secteurs critiques de la dÃ©fense, tandis que le second approfondit lâ??intÃ©gration transnationale afin de disperser les vulnÃ©rabilitÃ©s Ã travers des rÃ©seaux diversifiÃ©s, et souvent rÃ©sistants aux sanctions. Dans ce contexte, lâ??auteur soutient que les instruments traditionnels de la responsabilitÃ© internationale â?? en particulier les embargos fragmentÃ©s ou appliquÃ©s de maniÃ¨re incohÃ©rente â?? perdent de leur efficacitÃ©, soulignant la nÃ©cessitÃ© de stratÃ©gies ciblant lâ??infrastructure matÃ©rielle et les nÅ?uds de dÃ©pendance qui soutiennent lâ??Ã©conomie israÃ©lienne.

La quÃªte de lâ??autarcie stratÃ©gique

La doctrine Â« Super-Sparta Â» sâ??est traduite par des propositions politiques centrÃ©es sur la Â« souverainetÃ© industrielle Â», bien que leur mise en Å?uvre reste inÃ©gale et contestÃ©e sur le plan institutionnel. Lâ??articulation la plus formelle de cette autonomie stratÃ©gique figure dans le rapport de la Commission Nagel, prÃ©sentÃ© en janvier 2025, qui prÃ©conise une expansion de la production nationale dâ??armement essentiel afin de rÃ©duire la dÃ©pendance vis-Ã -vis des fournisseurs Ã©trangers. Ce pivot industriel sâ??accompagne dâ??un changement doctrinal vers une posture dâ??Â« attaque proactive et prÃ©ventive Â». Pour soutenir cette transition, la commission a recommandÃ© une augmentation substantielle des dÃ©penses de dÃ©fense â?? allant de 36 Ã 74 milliards de dollars supplÃ©mentaires au cours de la prochaine dÃ©cennie. Parmi les prioritÃ©s clÃ©s figure lâ??expansion Ã grande Ã©chelle des stocks de munitions afin dâ??atteindre lâ??indÃ©pendance en matiÃ¨re de production dâ??ici 2034.

En septembre 2025, le ministÃ¨re de la DÃ©fense (MoD) a crÃ©Ã© une Direction nationale de lâ??armement afin de centraliser les achats, dâ??accÃ©lÃ©rer les chaÃ®nes dâ??approvisionnement nationales et de faire progresser le dÃ©veloppement dâ??armes de prÃ©cision et de drones. Les responsables israÃ©lien.nes ont fait Ã©tat dâ??une augmentation de la capacitÃ© de production locale pour plusieurs types de munitions, notamment les bombes lourdes larguÃ©es par voie aÃ©rienne, ainsi que de nouvelles installations pour les explosifs et les matiÃ¨res premiÃ¨res critiques, et dâ??une expansion de la fabrication de munitions. Cette expansion est soutenue par des programmes de subventions et dâ??incitations ciblant les technologies de dÃ©fense et Ã double usage.

Le MoD sâ??est imposÃ© comme le principal moteur institutionnel de cette stratÃ©gie dâ??innovation en matiÃ¨re de dÃ©fense en temps de guerre. Rien quâ??en 2024, il a passÃ© des contrats avec plus de 80 start-ups â?? un chiffre bien supÃ©rieur aux niveaux dâ??avant-guerre â??, injectant prÃ¨s de 255 millions de dollars par le biais de canaux dâ??approvisionnement accÃ©lÃ©rÃ©s. Ces contrats

fonctionnent comme des subventions implicites, finanÃ§ant la recherche et le dÃ©veloppement Ã un stade prÃ©coce tout en garantissant la demande, en rÃ©duisant le risque commercial et en signalant la crÃ©dibilitÃ© aux investisseurs privÃ©s. Les investissements se sont concentrÃ©s sur des secteurs stratÃ©giques tels que les drones, lâ??intelligence artificielle et les systÃ¨mes autonomes.

Des mÃ©canismes de financement parallÃ¨les ont Ã©galement Ã©tÃ© mobilisÃ©s par lâ??intermÃ©diaire de lâ??AutoritÃ© israÃ©lienne pour lâ??innovation (IIA). Son programme dâ??incitation pour les entreprises en phase de dÃ©marrage offre des subventions pouvant atteindre 2,7 millions de dollars, couvrant jusquâ??Ã la moitiÃ© des budgets approuvÃ©s et remboursables par le biais de redevances une fois les ventes rÃ©alisÃ©es. Comme ces subventions nâ??obligent pas les entreprises Ã cÃ©der des parts, elles canalisent les fonds vers des technologies de dÃ©fense et Ã double usage Ã cycle long.

En outre, le gouvernement israÃ©lien a relancÃ© le modÃ¨le Yozma par le biais dâ??une initiative Â« Yozma 2.0 Â», engageant des capitaux publics dans des fonds de capital-risque sur la base dâ??un abondement de 30 %. Bien que conÃ§ue comme une vaste mesure de stimulation de lâ??innovation, les prioritÃ©s en temps de guerre ont orientÃ© des investissements substantiels vers des technologies de pointe liÃ©es Ã la sÃ©curitÃ©. Le fonds de dÃ©marrage Ã©largi de lâ??IIA â?? qui distribue dÃ©sormais environ 135 millions de dollars par an â?? renforce encore davantage le pipeline dâ??innovation. Collectivement, ces instruments intÃ¨grent les prioritÃ©s de dÃ©fense au sein de lâ??Ã©cosystÃ¨me national dâ??innovation dâ??IsraÃ«l.

Au-delÃ de lâ??industrie, la volontÃ© dâ??IsraÃ«l dâ??atteindre lâ??autarcie stratÃ©gique sâ??est Ã©tendue Ã la militarisation de la sociÃ©tÃ©. Alors que la pÃ©nurie de main-dâ??Å?uvre sâ??intensifie dans le contexte dâ??une guerre expansionniste sur plusieurs fronts, un arrÃªt de la Cour suprÃªme israÃ©lienne du 25 juin 2024 a mis fin aux exemptions lÃ©gales pour les Ã©tudiants ultra-orthodoxes des yeshivas, dans le but dâ??Ã©largir le vivier de recrutement. Des avis de conscription massive ont suivi, dont 54 000 en juillet 2025. Cette mesure a dÃ©stabilisÃ© les coalitions au pouvoir et mis en Ã©vidence les tensions entre les besoins en effectifs militaires et la stabilitÃ© politique, tandis que les niveaux de recrutement restent infÃ©rieurs aux objectifs opÃ©rationnels.

La pÃ©nurie de main-dâ??Å?uvre civile sâ??est Ã©galement aggravÃ©e, en particulier Ã la suite de la rÃ©vocation Ã grande Ã©chelle des permis de travail palestiniens. Les efforts visant Ã remplacer cette main-dâ??Å?uvre par de la main-dâ??Å?uvre Ã©trangÃ¨re venue dâ??Inde, du Sri Lanka et de Chine ont peinÃ© Ã rÃ©pondre Ã la demande, ce qui a fait grimper les coÃ»ts et ralenti la production. Lâ??abandon de la main-dâ??Å?uvre palestinienne reflÃ¨te la volontÃ© coloniale des colons dâ??expulser la population indigÃ¨ne de ses terres et un modÃ¨le dâ??emploi axÃ© sur la sÃ©curitÃ© qui privilÃ©gie la contrÃ´labilitÃ© plutÃ´t que lâ??efficacitÃ© Ã©conomique. Cette politique coloniale institutionnalise un rÃ©gime de main-dâ??Å?uvre sÃ©grÃ©guÃ©, conforme Ã lâ??architecture plus large du rÃ©gime dâ??apartheid militarisÃ© dâ??IsraÃ«l.

Limites et contraintes de la doctrine

La doctrine Â« Super-Sparta Â» nâ??est pas un consensus national consolidÃ©, mais plutÃ´t un projet politico-Ã©conomique contestÃ©, marquÃ© par des fractures internes susceptibles de sâ??aggraver. Le cadre de Nagel a dÃ©jÃ suscitÃ© des critiques quant Ã sa cohÃ©rence stratÃ©gique, sa faisabilitÃ© budgÃ©taire et sa responsabilitÃ© institutionnelle. Si le rapport prÃ©sente un vaste

programme dâ??expansion industrielle, il nâ??Ã©tablit pas de stratÃ©gie politique ou opÃ©rationnelle pleinement intÃ©grÃ©e. Les mÃ©canismes de financement restent flous, les augmentations budgÃ©taires proposÃ©es ne sâ??appuyant pas sur un modÃ¨le de recettes crÃ©dible.

Ces dÃ©fis sont aggravÃ©s par une fragmentation plus large de la gouvernance. Des chercheurs ont identifiÃ© des limites persistantes dans la capacitÃ© dâ??IsraÃ«l Ã mener une politique stratÃ©gique durable, notamment une faible coordination interministÃ©rielle et des lacunes dans la mise en Å?uvre. En tant quâ??organe consultatif, la Commission Nagel ne dispose pas dâ??un pouvoir dâ??exÃ©cution formel, ce qui rend ses recommandations subordonnÃ©es Ã leur adoption politique au sein dâ??un systÃ¨me de coalition fragmentÃ©. ParallÃ¨lement, des contraintes matÃ©rielles â?? notamment les dÃ©pendances vis-Ã -vis des chaÃ®nes dâ??approvisionnement, la pÃ©nurie de main-dâ??Å?uvre qualifiÃ©e et lâ??accÃ¨s aux matiÃ¨res premiÃ¨res essentielles â?? compliquent la mise en Å?uvre. IsraÃ«l reste Ã©galement dÃ©pendant des chaÃ®nes dâ??approvisionnement mondiales pour les semi-conducteurs, les composites avancÃ©s et les systÃ¨mes de propulsion, ce qui souligne les limites structurelles de la poursuite dâ??une autarcie totale.

Le rapport aborde par ailleurs de maniÃ¨re limitÃ©e les dÃ©fis liÃ©s Ã la main-dâ??Å?uvre ou la rÃ©partition inÃ©gale des obligations de service militaire, en particulier au sein des communautÃ©s ultra-orthodoxes â?? des omissions qui affaiblissent la viabilitÃ© Ã long terme de la main-dâ??Å?uvre. Prises dans leur ensemble, ces lacunes mettent en Ã©vidence les tensions croissantes entre lâ??ambition stratÃ©gique et les contraintes matÃ©rielles auxquelles se heurte la quÃªte dâ??indÃ©pendance industrielle du rÃ©gime israÃ©lien. Elles clarifient Ã©galement la distinction entre le discours Â« Super-Sparta Â» et la rÃ©alitÃ©, indiquant que le modÃ¨le Ã©mergent nâ??est pas une autarcie totale, mais une forme limitÃ©e dâ??autonomie stratÃ©gique faÃ§onnÃ©e par un rÃ©alignement mondial persistant visant Ã renforcer la rÃ©silience face aux sanctions.

RÃ©alignement gÃ©opolitique : une stratÃ©gie dâ??attÃ©nuation des sanctions

Il est significatif que ces contraintes en matiÃ¨re de gouvernance, de main-dâ??Å?uvre et de chaÃ®ne dâ??approvisionnement contribuent Ã expliquer pourquoi la quÃªte dâ??autonomie stratÃ©gique dâ??IsraÃ«l a pris une forme hybride. Lâ??indÃ©pendance industrielle totale restant hors de portÃ©e, le rÃ©gime israÃ©lien a mis en Å?uvre une stratÃ©gie parallÃ¨le : approfondir lâ??intÃ©gration avec les rÃ©seaux de dÃ©fense transnationaux et les partenaires autoritaires afin dâ??attÃ©nuer les vulnÃ©rabilitÃ©s et de compliquer lâ??application des embargos. Ce rÃ©alignement gÃ©opolitique constitue le deuxiÃ¨me pilier, plus discret, de la doctrine Â« Super-Sparta Â» : lâ??isolation par lâ??imbrication plutÃ´t que par lâ??isolement.

La pression des sanctions sâ??est accrue Ã mesure que la mobilisation mondiale sâ??intensifiait en rÃ©ponse au gÃ©nocide de Gaza. Par exemple, lâ??Espagne, la Turquie, lâ??Allemagne et lâ??Italie ont toutes introduit diverses formes de restrictions commerciales et dâ??armement, signalant un risque croissant pour la rÃ©putation et la rÃ©glementation dâ??IsraÃ«l. Pourtant, lâ??application reste inÃ©gale et fragmentÃ©e, affaiblie par des failles, des exemptions et des retraits de politique. Exploitant ces lacunes dans lâ??application, le rÃ©gime israÃ©lien a cherchÃ© Ã se *protÃ©ger* des sanctions plutÃ´t quâ??Ã sâ??isoler, tout en continuant Ã prÃ´ner lâ??autosuffisance.

Comme lâ??a documentÃ© la rapporteuse spÃ©ciale des Nations unies Francesca Albanese dans son rapport de 2025, lâ??Ã?tat israÃ©lien est passÃ© dâ??une Â« Ã©conomie dâ??occupation Â» Ã une Â« Ã©conomie de gÃ©nocide Â», soutenue par de denses rÃ©seaux dâ??acteur.rices corporatif.ves mondiaux et nationaux. Le rapport identifie plus de 45 entreprises comme Ã©tant au cÅ?ur de cette Ã©conomie politique, notamment des fabricants dâ??armes, des entreprises technologiques, des sociÃ©tÃ©s de construction, des industries extractives, des institutions financiÃ¨res et des universitÃ©s. Cette infrastructure dâ??entreprises intÃ¨gre lâ??Ã©conomie de guerre israÃ©lienne dans les circuits transnationaux de la finance, de la production et du dÃ©veloppement technologique, diffusant ainsi la vulnÃ©rabilitÃ© et les risques Ã travers des rÃ©seaux mondiaux plutÃ´t que de les concentrer au sein dâ??un seul canal susceptible de faire lâ??objet de sanctions.

Le secteur de la dÃ©fense israÃ©lien reste Ã©galement profondÃ©ment ancrÃ© dans les rÃ©seaux de production mondiaux. De grandes entreprises telles que *Elbit Systems* et *Israel Aerospace Industries* dÃ©pendent fortement des exportations, des coentreprises et du co-dÃ©veloppement avec des partenaires Ã©trangers. Lâ??expansion des Ã©cosystÃ¨mes de production conjointe â?? couvrant la dÃ©fense antimissile, les systÃ¨mes cybernÃ©tiques et lâ??intelligence artificielle â?? renforce lâ??intÃ©gration des entreprises israÃ©liennes au sein des marchÃ©s de dÃ©fense transnationaux, compliquant la faisabilitÃ© et lâ??application des rÃ©gimes dâ??embargo. Les accords de coproduction, tels que la ligne dâ??intercepteurs *RTXâ??Rafael Tamir* en Arkansas, illustrent comment IsraÃ«l gÃ¨re ses dÃ©pendances en matiÃ¨re de fabrication offshore par le biais dâ??une intÃ©gration stratÃ©gique.

Des mÃ©canismes plus directs de contournement des sanctions complÃ¨tent la diffusion structurelle de la production de dÃ©fense et de lâ??Ã©cosystÃ¨me technologique dâ??IsraÃ«l Ã travers les rÃ©seaux mondiaux. Cela inclut la maniÃ¨re dont les marchÃ©s publics de dÃ©fense israÃ©liens ont recouru Ã des courtiers tiers et Ã des rÃ©seaux mondiaux de distributeurs pour sâ??approvisionner en composants soumis Ã des restrictions, souvent Ã des prix Ã©levÃ©s. De telles pratiques soulignent que lâ??isolation fonctionne non seulement par la substitution, mais aussi par des efforts actifs visant Ã saper lâ??application des embargos. Dans cette optique, IsraÃ«l a poursuivi une stratÃ©gie de rÃ©alignement gÃ©opolitique, renforÃ§ant ses liens avec un bloc de rÃ©gimes de droite, ethno-nationalistes et autoritaires moins sensibles aux pressions fondÃ©es sur les droits de lâ??homme et au respect du droit international.

Le corridor Ã©conomique Inde-Moyen-Orient-Europe intÃ¨gre IsraÃ«l dans des rÃ©seaux Ã long terme dâ??infrastructures, de logistique et de technologie conÃ§us pour approfondir les liens Ã©conomiques et gÃ©opolitiques. Lâ??Inde est devenue un partenaire clÃ© et le plus gros client dâ??armes dâ??IsraÃ«l, une relation renforcÃ©e par un traitÃ© bilatÃ©ral dâ??investissement signÃ© en septembre 2025. La Hongrie est Ã©galement devenue un important partenaire industriel europÃ©en, tandis que lâ??AzerbaÃ¯djan fournit de lâ??Ã©nergie et importe des armes israÃ©liennes. Les exportations dâ??armes vers les Ã?tats signataires des Accords dâ??Abraham (Ã?mirats arabes unis, BahreÃ¯n et Maroc) ont Ã©galement bondi, passant de 3 % des exportations de dÃ©fense dâ??IsraÃ«l en 2023 Ã 12 % en 2024, renforÃ§ant ainsi ce rÃ©alignement rÃ©gional.

Le rÃ©gime israÃ©lien a Ã©galement externalisÃ© ses infrastructures logistiques dans le cadre dâ??une stratÃ©gie de couverture maritime visant Ã attÃ©nuer les risques dâ??escalade des sanctions, dâ??interdiction de transport maritime et de perturbation de lâ??approvisionnement en temps de guerre. Afin de rÃ©duire sa dÃ©pendance vis-Ã -vis des ports nationaux vulnÃ©rables au

blocus, aux grÃ¨ves ou aux attaques de missiles, IsraÃ«l a dÃ©localisÃ© ses opÃ©rations logistiques critiques. Cela inclut lâ??offre dâ??*Israeli Shipyards Ltd.* visant Ã acquÃ©rir une participation majoritaire dans le port grec de Lavrion, afin dâ??Ã©tablir une plaque tournante mÃ©diterranÃ©enne de transbordement et dâ??entreposage capable de remplacer HaÃ¯fa et Ashdod â?? deux ports qui ont subi des perturbations opÃ©rationnelles rÃ©pÃ©tÃ©es pendant la guerre.

La reconnaissance du Somaliland par IsraÃ«l en dÃ©cembre 2025 reflÃ¨te de la mÃªme maniÃ¨re une logique de positionnement maritime. SituÃ© prÃ¨s du goulet dâ??Ã©tranglement de Bab al-Mandab, au large des cÃ´tes du YÃ©men, le Somaliland offre un point dâ??ancrage potentiel pour la surveillance, la coordination logistique et la protection des routes maritimes face aux perturbations liÃ©es aux Houthis en mer Rouge. Ces initiatives reflÃ¨tent une stratÃ©gie hybride dâ??isolation plutÃ´t que dâ??autarcie totale ou dâ??autonomie complÃ¨te, associant la production nationale dans les industries de guerre clÃ©s Ã la rÃ©partition gÃ©ographique des opÃ©rations logistiques sur des juridictions externes. Cette approche produit une isolation Ã plusieurs niveaux : elle rÃ©duit lâ??exposition directe aux sanctions tout en rÃ©partissant la vulnÃ©rabilitÃ© sur plusieurs juridictions et corridors dâ??approvisionnement.

Lâ??isolation dâ??IsraÃ«l est encore renforcÃ©e par une intÃ©gration profonde de son industrie de dÃ©fense avec les marchÃ©s europÃ©ens. Lâ??UE reste le principal partenaire commercial dâ??IsraÃ«l, notamment grÃ¢ce Ã la coopÃ©ration en matiÃ¨re de recherche, aux Ã©changes technologiques et aux cadres de dÃ©veloppement conjoint dâ??armes. Avant la guerre actuelle, les entreprises de dÃ©fense israÃ©liennes avaient Ã©tabli des collaborations profondes et en pleine expansion avec les marchÃ©s europÃ©ens. Des coentreprises telles que le programme de missiles EuroSpike â?? associant Rafael Advanced Defense Systems Ã des fabricants allemands de matÃ©riel de dÃ©fense â?? illustrent lâ??Ã©tendue de lâ??imbrication des coproductions. De mÃªme, les partenariats entre le groupe franÃ§ais *Safran* (via sa filiale Sagem Defence) et *Elbit Systems* pour la production de drones militaires, ainsi que lâ??acquisition par Israel Aerospace Industries de la sociÃ©tÃ© grecque *Intracom Defense*, offrent aux entreprises israÃ©liennes un accÃ¨s direct aux ressources du Fonds europÃ©en de dÃ©fense et aux circuits dâ??approvisionnement. Ces relations industrielles Ã©troitement imbriquÃ©es gÃ©nÃ¨rent une rÃ©sistance institutionnelle Ã lâ??application de lâ??embargo, car les fabricants, les investisseurs et les gouvernements europÃ©ens restent matÃ©riellement impliquÃ©s dans les chaÃ®nes dâ??approvisionnement de la dÃ©fense israÃ©lienne.

En complÃ©ment de ces stratÃ©gies gÃ©opolitiques de couverture, les cadres lÃ©gislatifs et rÃ©glementaires amÃ©ricains offrent Ã IsraÃ«l une protection supplÃ©mentaire contre lâ??application du *BDS*. Lâ??abrogation par le prÃ©sident amÃ©ricain Donald Trump du MÃ©morandum sur la sÃ©curitÃ© nationale nÂ° 20 en fÃ©vrier 2025 a affaibli les conditions humanitaires rÃ©gissant les transferts dâ??armes amÃ©ricains en supprimant les obligations de dÃ©claration et de garantie liÃ©es au respect du droit international humanitaire. ParallÃ¨lement, la lÃ©gislation amÃ©ricaine anti-boycott et les restrictions en matiÃ¨re de marchÃ©s publics au niveau des Ã?tats continuent de pÃ©naliser la participation des entreprises aux campagnes de boycott ou de sanctions, limitant ainsi la conformitÃ© du secteur privÃ© aux campagnes de pression internationales.

En outre, les discussions actuelles concernant la suppression progressive du programme amÃ©ricain de financement militaire Ã©tranger (FMF) doivent Ãªtre comprises moins comme un pas vers lâ??indÃ©pendance stratÃ©gique dâ??IsraÃ«l que comme une restructuration des mÃ©canismes

dâ??aide. Les dÃ©bats politiques et les propositions des groupes de rÃ©flexion liÃ©s aux nÃ©gociations sur le prochain protocole dâ??accord de sÃ©curitÃ© entre les Ã?tats-Unis et IsraÃ«l ont explorÃ© la possibilitÃ© de rÃ©orienter une partie de lâ??aide annuelle existante de 3,8 milliards de dollars vers des programmes Ã©largis de dÃ©veloppement conjoint et de coproduction financÃ©s par des crÃ©dits du dÃ©partement amÃ©ricain de la DÃ©fense plutÃ´t que par les subventions traditionnelles du FMF. Cette rÃ©orientation permettrait Ã IsraÃ«l de maintenir â?? voire dâ??augmenter â?? ses importations annuelles dâ??armes tout en rÃ©duisant les mÃ©canismes de contrÃ´le historiquement liÃ©s Ã lâ??aide militaire directe des Ã?tats-Unis, institutionnalisant ainsi un partenariat de dÃ©fense moins conditionnel et plus profondÃ©ment ancrÃ©.

DÃ©fier lâ??isolement

La doctrine Â« Super-Sparta Â» dâ??IsraÃ«l sâ??articule autour de deux stratÃ©gies complÃ©mentaires : la substitution nationale dans la production de dÃ©fense critique et lâ??imbrication stratÃ©gique au sein de rÃ©seaux transnationaux. Comme dÃ©montrÃ©, les charges fiscales, les pÃ©nuries de main-dâ??Å?uvre et les dÃ©pendances vis-Ã -vis de la chaÃ®ne dâ??approvisionnement limitent la portÃ©e de la premiÃ¨re stratÃ©gie, tandis que les enchevÃªtrements de coproduction et le rÃ©alignement gÃ©opolitique favorisent la seconde. Cette double configuration permet Ã lâ??Ã©conomie de guerre dâ??IsraÃ«l dâ??absorber la pression des sanctions par la diversification plutÃ´t que par lâ??isolement â?? en dÃ©plaÃ§ant les dÃ©pendances, en acheminant les achats et en tirant parti de lâ??intÃ©gration des Ã?tats partenaires pour soutenir les opÃ©rations militaires sous des contraintes diplomatiques.

Pour contrer cette stratÃ©gie, la pression doit se concentrer sur les nÅ?uds de dÃ©pendance qui restent les plus rÃ©sistants Ã la substitution, tout en sâ??adaptant aux efforts parallÃ¨les dâ??IsraÃ«l pour les rÃ©acheminer et les diffuser. Lâ??enchaÃ®nement des actions est crucial : une Ã©conomie de guerre rÃ©sistante aux sanctions ne peut Ãªtre consolidÃ©e du jour au lendemain. Ã? court terme, la prioritÃ© est de cibler les dÃ©pendances externes qui ne peuvent Ãªtre remplacÃ©es rapidement. Ã? moyen terme, lâ??attention devrait se porter sur les intrants industriels, les systÃ¨mes technologiques et lâ??infrastructure financiÃ¨re qui soutiennent et permettent la mise en Å?uvre des atrocitÃ©s du rÃ©gime israÃ©lien. Ã? long terme, la tÃ¢che stratÃ©gique consiste Ã empÃªcher que les processus dâ??isolation ne se transforment en normalisation, en construisant des coalitions durables pour faire respecter les sanctions et en institutionnalisant des rÃ©gimes de responsabilitÃ© juridique.

Recommandations

RÃ©orienter les stratÃ©gies de responsabilisation vers des leviers concrets â?? plutÃ´t que vers un isolement symbolique â?? sera essentiel pour contester lâ??infrastructure qui soutient lâ??Ã©conomie de guerre dâ??IsraÃ«l. Les recommandations suivantes sâ??adressent Ã des groupes dâ??acteur.rices distincts mais complÃ©mentaires.

SociÃ©tÃ© civile et mouvements de base

Comme la production de guerre intÃ©rieure dâ??IsraÃ«l reste tributaire dâ??infrastructures logistiques et de services transnationales, la pression de la sociÃ©tÃ© civile est la plus efficace lÃ oÃ¹ les chaÃ®nes dâ??approvisionnement dÃ©pendent dâ??acteur.rices et dâ??infrastructures externes.

- Les acteur.rices de base devraient maintenir les boycotts de consommateurs tout en Ã©largissant les campagnes ciblant la logistique militaire et les rÃ©seaux de production Ã double usage. Les chaÃ®nes dâ??approvisionnement maritimes restent un point de pression critique. Les perturbations rÃ©centes â?? notamment les interdictions en mer Rouge menÃ©es par le YÃ©men et les actions des dockers europÃ©ens, telles que le blocage par la CGT franÃ§aise de composants de munitions Ã Marseille-Fos et lâ??arrÃªt par les dockers italiens des expÃ©ditions dâ??acier de qualitÃ© militaire Ã GÃªnes â?? dÃ©montrent que les syndicats peuvent imposer des coÃ»ts matÃ©riels directs malgrÃ© les revendications dâ??autonomie stratÃ©gique. Lâ??Ã©largissement des alliances de dockers dans des ports tels que GÃªnes, Le PirÃ©e, Marseille et Ravenne peut transformer des arrÃªts ponctuels en perturbations transnationales durables.
- Les campagnes devraient Ã©galement cibler les infrastructures logistiques et de certification qui sous-tendent le commerce maritime â?? notamment les assureurs, les sociÃ©tÃ©s de classification, les transitaires et les prestataires de services portuaires â?? afin dâ??accroÃ®tre lâ??exposition au risque commercial des cargaisons militaires Ã destination dâ??IsraÃ«l.
- Lâ??organisation du secteur technologique reprÃ©sente un deuxiÃ¨me vecteur dâ??influence. Lâ??Ã©cosystÃ¨me dâ??innovation de dÃ©fense dâ??IsraÃ«l reste profondÃ©ment ancrÃ© dans lâ??infrastructure cloud mondiale, les services dâ??IA et les plateformes de traitement des donnÃ©es. Des campagnes telles que *No Tech for Apartheid* montrent comment lâ??organisation des travailleurs, les difficultÃ©s dâ??approvisionnement et la pression des actionnaires peuvent perturber ces dÃ©pendances en matiÃ¨re de services. La pression devrait Ã©galement se concentrer sur les infrastructures physiques permettant le fonctionnement des systÃ¨mes de guerre numÃ©rique â?? centres de donnÃ©es, fermes de serveurs et filiales Ã lâ??Ã©tranger qui ancrent les entreprises israÃ©liennes au sein dâ??Ã©cosystÃ¨mes dâ??approvisionnement Ã©trangers.

Gouvernements nationaux et organismes de rÃ©glementation

Si IsraÃ«l a dÃ©veloppÃ© sa production nationale de dÃ©fense, il reste dÃ©pendant des intrants importÃ©s, des Ã©cosystÃ¨mes de services et de la permissivitÃ© des rÃ©glementations des Ã?tats partenaires. Lâ??action gouvernementale est donc plus efficace lorsquâ??elle cible les facilitateurs externes de la substitution industrielle.

- Les Ã?tats favorables aux cadres de responsabilitÃ© devraient donner la prioritÃ© aux contrÃ´les Ã lâ??exportation des composants Ã double usage â?? notamment les prÃ©curseurs Ã©nergÃ©tiques, les matÃ©riaux rares, les capteurs, les systÃ¨mes de propulsion et les technologies de guidage â?? tout en renforÃ§ant la rÃ©pression contre le rÃ©Ã©tiquetage, le transbordement et les achats par lâ??intermÃ©diaire de courtiers

.

- Les agences de rÃ©gulation devraient Ã©tendre les exigences de diligence raisonnable et de divulgation aux assureurs, financiers, intermÃ©diaires logistiques et organismes de certification

qui desservent les chaÃ®nes dâ??approvisionnement de lâ??industrie de la dÃ©fense. Lâ??application des normes de risque du droit international humanitaire au sein des rÃ©gimes dâ??octroi de licences dâ??exportation peut restreindre davantage les expÃ©ditions lorsquâ??il existe un risque crÃ©dible dâ??utilisation abusive.

- Les gouvernements devraient Ã©galement restreindre les marchÃ©s publics, les partenariats de recherche et les accords de licence technologique impliquant des entreprises concernÃ©es, y compris les filiales et les coentreprises implantÃ©es sur leur territoire. Les cadres de contrÃ´le parlementaire et de recours judiciaires peuvent limiter la participation, facilitÃ©e par lâ??Ã?tat, aux rÃ©seaux transnationaux de production de dÃ©fense.

Coalitions du Sud et plateformes intergouvernementales

Le modÃ¨le dâ??isolation hybride dâ??IsraÃ«l repose sur le dÃ©tournement du commerce, de la logistique et des achats vers des juridictions permissives. Une action coordonnÃ©e des pays du Sud peut donc combler les lacunes dâ??application laissÃ©es par les embargos occidentaux fragmentÃ©s.

- Les coalitions des pays du Sud disposent dâ??un levier dâ??action significatif grÃ¢ce Ã lâ??application coordonnÃ©e des embargos, au dÃ©ni logistique et aux contrÃ´les des matiÃ¨res premiÃ¨res. Les engagements issus du Groupe de La Haye et de la rÃ©union ministÃ©rielle de BogotÃ¡ convoquÃ©e par la Colombie et lâ??Afrique du Sud constituent un noyau politique pour la coordination opÃ©rationnelle et devraient Ãªtre institutionnalisÃ©s sous forme de plateformes de partage de renseignements, de mÃ©canismes de coordination douaniÃ¨re et de cadres synchronisÃ©s de dÃ©ni portuaire.

- La mise en place dâ??unitÃ©s chargÃ©es de lâ??application de lâ??embargo et de la surveillance des contournements, capables de cartographier les pratiques de rÃ©Ã©tiquetage, les couloirs de transbordement et les rÃ©seaux dâ??approvisionnement Â« gris Â», permettrait aux Ã?tats participants de perturber de maniÃ¨re prÃ©ventive les flux dâ??approvisionnement.

- Les exportations dâ??Ã©nergie et de matiÃ¨res premiÃ¨res offrent un levier supplÃ©mentaire. Des prÃ©cÃ©dents tels que la suspension des exportations de pÃ©trole brut par le BrÃ©sil et la suspension des exportations de charbon par la Colombie illustrent comment les matiÃ¨res premiÃ¨res stratÃ©giques peuvent servir dâ??outils de contrainte concrets lorsquâ??elles font lâ??objet dâ??une coordination multilatÃ©rale.

Institutions financiÃ¨res et multilatÃ©rales

MÃªme si IsraÃ«l dÃ©veloppe sa production nationale, son Ã©conomie de guerre reste ancrÃ©e dans les systÃ¨mes transnationaux de financement, dâ??assurance et de capital dâ??innovation. Le levier financier est donc essentiel pour briser cet isolement.

- Les banques de dÃ©veloppement, les fonds souverains et les institutions financiÃ¨res rÃ©gionales devraient subordonner leurs investissements, leurs garanties de crÃ©dit et leurs services financiers au respect du droit international humanitaire. Un contrÃ´le accru du capital-risque, des subventions Ã lâ??innovation et des filiÃ¨res de financement des technologies Ã double usage peut limiter lâ??expansion de lâ??industrie de dÃ©fense au niveau de la recherche

et du dÃ©veloppement.

- La restriction de lâ??accÃ¨s aux marchÃ©s des capitaux et aux services financiers pour les entreprises impliquÃ©es de maniÃ¨re significative dans la production militaire permettrait simultanÃ©ment dâ??amplifier la pression sur les secteurs de la production et de la logistique. Les initiatives de dÃ©dollarisation Ã©mergentes des BRICS offrent des voies supplÃ©mentaires pour mettre en Å?uvre des restrictions financiÃ¨res ciblÃ©es indÃ©pendamment des contraintes rÃ©glementaires amÃ©ricaines.

Traduction pour l*â??Agence MÃ©dia Palestine* : L.D

Source : *Al-Shabaka*

date crÃ©Ã©e
2026/03/20